

CONSTANTINE

Aïn S'mara ne décolère toujours pas

Se sentant «lésés dans leur droit légitime à un logement décent», Mohamed, Hocine et Hamid n'ont trouvé de moyen pour faire entendre leur voix que de recourir à la grève de la faim «pour protester contre l'injustice et dénoncer la hogra dont nous sommes victimes», affirment-ils.

Ce sont en, effet, trois personnes «exclues» de la liste des bénéficiaires des 290 logements sociaux locaux à Aïn S'mara qui n'ont pas forcé les rangs des émeutiers préférant entamer, dès dimanche matin, une grève de la faim pour protester contre leur «exclusion arbitraire et infondée par la commission de daïra».

Installés à même le trottoir, sur des cartons, sous un soleil de plomb, juste à l'entrée du siège de la mairie de Aïn S'mara, toujours ceinturé par les forces anti-émeutes, les grévistes de la faim ne comptent pas renoncer et sont décidés à poursuivre leur mouvement jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

«Tout ce que nous réclamons, c'est un toit où s'abriter. Nous ne demandons pas grand-chose», s'insurge Mohamed, la quarantaine, père d'un enfant.

Les tentatives des leurs proches, comme celles

d'ailleurs des services de sécurité de les raisonner pour qu'ils arrêtent leur grève de la faim et d'attendre plutôt les résultats de la commission de recours sont restées vaines.

«C'est toujours la même histoire, déposer des recours et attendre. J'en ai marre d'attendre, un logement ou le linceul, j'ai rien à perdre», lâche, écœuré, Houcine, 29 ans, fiancé depuis plusieurs années et toujours dans l'attente d'un logement pour pouvoir se marier. Pour Hamid, 29 ans, fiancé lui aussi et de surcroît

au chômage, la confection des listes est loin de répondre aux textes de loi. Hamid vise tout particulièrement la disposition stipulant que 40 % des logements doivent échoir aux célibataires et aux jeunes, écartés de cette liste.

«Des dizaines de personnes dont les noms figurent sur la liste sont étrangères à cette ville. Alors que nous, des natifs de cette commune, nous n'y avons pas eu droit. C'est dire que l'attribution de ce quota est entachée d'irrégularités.»

Aussi, selon des témoignages concordants recueillis sur place, un jeune homme, dont le nom du père ne figurait pas sur la liste affichée, avait tailladé son corps avec une lame pour protester contre l'exclusion de son

père. Par ailleurs, le calme retrouvé dimanche dans l'après-midi, après que les forces d'intervention de la Gendarmerie nationale eurent réussi à lever les barricades, a été rompu hier encore par des mouvements de protestation disparates et de moindre importance. En effet, des individus toujours mécontents ont tenté vers 10 heures du matin, a-t-on constaté, de bloquer la pénétrante menant vers l'autoroute Est-Ouest.

Ils seront délogés rapidement par les forces de l'ordre. Ceci, au moment où les renforts dépêchés à Aïn S'mara avant même le début des contestations dans la matinée de dimanche ont été maintenus sur place et quadrillent toujours la ville.

Farid Benzaïd

ELLE A ÉTÉ INAUGURÉE PAR LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION

La Radio régionale de Blida a lancé sa première diffusion hier

C'est hier à 11 h 30 que la Radio régionale de Blida a diffusé sa première émission sur les ondes 103.8 et 100.9 FM, et ce, après que le ministre de la Communication, Nacer Mehal, eut donné le premier coup d'envoi.

D'une superficie de 1980 m² et construite dans un style architectural moderne, la Radio de Blida diffusera, pendant 12 h par jour, des programmes ayant trait au substrat culturel de la région à l'image des chants du terroir.

Etant la 46^e radio régionale algérienne, la Radio de Blida supplée à Radio Mitidja qui vient de fermer ses portes en attendant qu'elle devienne, à partir du quatrième trimestre 2011, une radio pour jeunes, selon le ministre de la Communication. Ce dernier ajoutera que les wilayas de Tizi Ouzou et de Boumerdès

auront leur radio avant la fin de l'année. Pour le ministre, la radio de proximité a pour rôle d'aller vers la rue et la rue viendra à la radio.

Il y a lieu de souligner que la direction de la Radio de Blida a été confiée à M^{me} Slimani Ratiba, une ancienne responsable à Radio Mitidja. Celle-ci, nous fera-t-elle savoir, fera de son mieux pour mettre en valeur les caractéristiques propres à la ville des Roses.

A noter qu'en marge de cette inauguration, le ministre de la Communication, qui était accompagné des DG de l'ENTV et de l'ENRS, a répondu à quelques questions de journalistes, notamment celle relative au statut des correspondants de presse.

Ainsi, il leur a fait savoir qu'ils seront concernés par la loi sur la communication au même titre que les autres journalistes, à savoir qu'ils auront le même statut.

M. B.

MILA

Atteint de xeroderma pigmentosum, le petit Hocine ne demande qu'à voir la lumière du jour

Terrible, insupportable et insoutenable ! Voilà les maîtres-mots pour qualifier l'image, plutôt le quotidien du petit Hocine, cet enfant qui, malgré ses 6 ans, ne connaît rien ou presque à la vie, comme le commun des enfants de son âge !

Il n'a jamais vu la lumière du jour, il n'a jamais été dehors et il ne connaît personne, mis à part ses propres parents qui eux, également, souffrent le martyre que leur a imposé le destin.

Famille démunie, qui réside dans la commune de Amira Arrès, au nord de la wilaya de Mila, les Boutaria ont perdu déjà, il y a quelques mois de cela, leur fille Abir qui avait à peine 8 ans et qui était atteinte de la même maladie. Maladie rare, le xeroderma pigmentosum, dont souffre le petit Hocine, «est une maladie héréditaire, autosomique récessive, qui se manifeste

par une photosensibilité, des lésions polymorphes de la peau photoexposée, ainsi que par des atteintes ophtalmologiques et parfois neurologiques. Le risque d'apparition de carcinomes et de mélanomes cutanés, multiples et précoces, est très élevé et l'espérance de vie est raccourcie». Le traitement en est surtout préventif et le malade doit se munir d'une tenue spé-

ciale, semblable à celle que porte un cosmonaute lors d'un voyage spatial, d'où cette appellation d'enfants de la lune ! Apparemment, cette tenue est très chère, puisqu'elle n'est confectionnée que pour les besoins des centres aérospatiaux et c'est, malheureusement, la seule chance et le seul moyen qui permettra au petit Hocine de sortir pour voir la lumière du jour.

L'Etat algérien en premier lieu et les âmes charitables du monde entier sont donc vivement conviés ou interpellés sur ce cas, soyons tous donc solidaires pour une réelle prise en charge du petit Hocine, dont le seul tort est d'être né malade XP !

A. M'haimoud

SIDI-BEL-ABBÈS

Les habitants de Djouahare sans eau potable depuis 26 jours

Un groupe d'habitants de la localité de Djouahare, daïra de Sidi-Lahcen (Sidi Bel Abbès), se sont rapprochés, hier, de la Maison de la presse pour dénoncer l'absence d'eau potable qui dure depuis vingt-six jours. Selon eux, depuis près d'un mois, leurs robinets sont à sec, ce qui les oblige à se ravitailler en eau minérale.

Une situation qui n'est pas sans impact sur leurs petites bourses. Ils disent s'être rapprochés à plusieurs reprises des autorités locales pour mettre fin à leur calvaire mais en vain. De leur côté, les autorités locales que nous avons jointes par téléphone nous ont déclaré que la localité de Djouahare est principalement faite de constructions anarchiques et de fermes dispersées.

D'ailleurs, ajoutent nos sources, les bidonvilles de cette localité seront bientôt éradiqués. Si l'eau potable n'arrive plus dans les robinets, cela est dû à la défectuosité du réseau initial de l'AEP qui a subi des piquages et bien d'autres agressions pour amener l'eau aux bidonvilles, d'où le problème qui prive actuellement les habitants en eau potable. La solution actuelle consiste à les approvisionner pour le moment en eau potable avec des citernes en attendant de mettre sur les rails les projets inscrits pour la localité.

De leur côté, les protestataires parlent en plus de l'absence de l'eau potable depuis 26 jours, de la défectuosité du réseau d'AEP dont les canalisations éventrées font office d'abreuvoir pour les animaux errants (chiens). Ils évoquent aussi les détritiques qui s'amoncellent dans les quatre coins de la localité et l'absence du réseau d'assainissement, une situation qui se traduit, selon nos sources, par des constructions anarchiques (bni oua skout) qui s'érigent de plus en plus.

Peine capitale pour des meurtriers

La cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès a condamné, dimanche, à la peine capitale les deux présumés meurtriers d'une femme âgée de 59 ans. L'avocat du ministère public avait requis la perpétuité. L'affaire remonte au mois de juillet 2009 lorsque la fille de la victime a alerté la police après avoir retrouvée sa mère gisant dans une mare de sang, alors que son frère, un déficient mental, a été ligoté. Aussitôt, les soupçons se sont portés sur deux individus, tous deux cousins, l'un habitant à Oran et l'autre à Maghnia qui avaient l'habitude de venir chez la victime. Après neuf mois de cavale, l'un des suspects s'est présenté spontanément au procès qui s'est ouvert et l'affaire a été reportée à ce mois de juillet. Il dira devant la cour : «Je suis venu avec mon cousin comme d'habitude chez la victime. Quand je suis rentré, elle était déjà morte et gisant dans une mare de sang. Je suis reparti aussitôt.» L'autre accusé dira : «Effectivement, je suis venu avec mon cousin à Sidi-Bel-Abbès, mais une fois arrivés devant l'entrée de l'immeuble, ce dernier m'a demandé de rester en bas. Un moment plus tard, il est revenu et m'a dit : "Il n'y a personne, la porte est fermée", et nous sommes repartis.»

L'enquête diligentée a permis de retrouver le téléphone de la victime qui a été revendu à Oran par le premier accusé. L'expertise médicale a montré que la victime a reçu cinq coups de couteau assénés au cou. Le mobile du crime n'a pas été dévoilé par les accusés et chacun d'eux a tenté de nier les faits. Mais la cour, convaincue de la culpabilité des accusés, a prononcé une peine plus sévère que celle requise par l'avocat de l'accusation.

44 ha contaminés par le feu bactérien

Le mois dernier a été néfaste pour les récoltes de poires et pommes à Sidi-Bel-Abbès après la contamination des arbres fruitiers par la bactérie appelée *erwinia amylovora*.

Cette bactérie affecte on le sait les rosacées tels que les poiriers, les pommiers, les cognassiers et les néfliers. Aussitôt l'alerte donnée, des équipes de l'IMPV ont effectué plusieurs visites dans les vergers, dans beaucoup de zones. Au total, 370 ha de vergers ont été visités dans les zones de Sidi-Bel-Abbès, Ténira, Chelia-Benachiba, Sidi-Khaled, Sidi-Ali-Benyoub. La bactérie sévit plus particulièrement dans la localité de Tenira. Quelque 44 ha ont été affectés par la bactérie qui a ravagé la variété de poires «Santa Maria» et plus faiblement les pommes. Il y a lieu de faire remarquer que les plants de poires «Santa Maria» ont été importés. Afin de limiter la contamination qui pourrait compromettre les récoltes des poires et des pommes, l'IMPV a lancé une campagne de sensibilisation des agriculteurs.

Il leur a été recommandé d'arracher et d'incinérer les plants infectés, de désinfecter les outils de taille, d'éviter la transhumance des abeilles, d'arrêter l'irrigation et de réduire l'utilisation de l'azote. Avec de tels réflexes, la prochaine récolte pourrait, selon nos sources, être épargnée en partie par la contamination. En attendant, les agriculteurs font tout pour sauver leurs récoltes.

A. M.

MOSTAGANEM

Gel de l'opération de distribution de logements à Oued El kheir

Attendue depuis des années, la liste des bénéficiaires des 60 logements sociaux au niveau de la localité d'Oued El Kheir, relevant de la daïra d'Aïn Tedeles, rendue publique au niveau de la mairie, a été gelée suite au mécontentement et la vague de protestation qu'elle a suscitées. Les citoyens de cette commune ont même investi la mairie qui a été fermée après la publication de cette liste des bénéficiaires de logements sociaux et la protestation a tourné carrément à des troubles entre les exclus et les forces de l'ordre.

Afin d'apaiser la colère des contestataires, les autorités locales ont ordonné une enquête à ce sujet en promettant que seuls les demandeurs qui ont un réel besoin de logement seront retenus.

La voie de recours a été automatiquement ouverte devant les citoyens. Il y aurait 20 recours à ce jour.

A. B.